

# CR de l'AG du 31 mai 2016

à la Bourse du travail à Paris  
Présent une centaine de personnes

Il s'agit de notre deuxième AG.

Ordre du jour :

- présentation de la commission action travail social
- bilan de la mobilisation
- perspectives communes

## La commission action travail social (CATS)

Son but est de créer du lien, faire converger les luttes, revendiquer l'émancipation comme perspective d'action. Elle existe depuis plus d'un mois et elle se réunit environ deux fois par semaine : le dimanche, sur la base débats, à partir de 15h30 sur la place de la République (devant GoSport) et, après les manif', vers 18h (mardi ou jeudi), pour des aspects organisationnels. On peut suivre les infos sur la page FB (Commission Action Travail Social - Nuit Debout Paris). Elle comprend des personnes syndiqué-e-s ou pas, du public, du privé et des étudiants.

Quel est son rôle vis-à-vis de l'AG ? L'AG permet de mobiliser plus de personnes qui peuvent y assister aussi bien en leur nom propre ou comme syndiqué-e-s. Les AG sont souveraines. Elles prennent des décisions. Elles visent à étendre la mobilisation quand la CATS se concentre sur la mobilisation immédiate (manif', blocage, tractage...).

Remarque : pendant cette AG, nous allons rédiger un appel à partir des débats qui seront menés. Deux personnes sont chargées de prendre des notes et de préparer cet appel de l'AG du jour.

## Bilan des actions depuis fin avril

La première mobilisation, le 1<sup>er</sup> mai, fût la participation au cortège. Depuis, nous sommes dans tous les cortèges et manif' contre la loi travail. Nous avons fait trois cortèges avec Éducation debout, le dernier avec en plus les postiers et les cheminots. C'est bien et important de se rassembler car cela permet de faire des manif' qui vont au bout du parcours officiellement prévu malgré les gazages.

On a fait aussi des tracts qu'on diffuse dans les écoles de travail social et sur les structures. Cela a permis la mobilisation d'étudiant-e-s et de formateur-trice-s. Avec l'aval des profs, on a réussi à faire débrayer plusieurs TD.

Le jour du passage du 49.3, nous avons manifesté avec les cheminots et avons fini devant l'Assemblée Nationale. Nous avons soutenu la mobilisation des États généraux alternatifs du travail social (EGATS) et Avenir'Educ, devant la Commission professionnelle consultative (CPC). Il y avait pas mal d'étudiants, 150 personnes dont un tiers venant de province (Var, Bretagne, et Marseille). Pour les collègues de Marseille, ils sont venus grâce à une collecte qui a rassemblé plus de 5.000 euros. La manifestation a été réprimée avec gazage et un passage qui a duré plus de deux heures. Il y a eu des tentatives d'intimidation envers certain-e-s d'entre nous. Finalement, il n'y a pas eu d'interpellation car nous avons décidé de rester groupés jusqu'au métro où nous avons été escortés par les CRS. Ce matin, nous sommes

allés à quelques un-e-s devant le Ministère de la santé et des affaires sociales. C'est important de faire front commun.

Prises de parole :

- c'est hyper bien d'avoir les infos régulièrement par la mailing list, cela permet de garder le contact quand on ne peut pas venir à chaque fois ; bien aussi l'envoi des tracs comme cela on peut les diffuser au boulot auprès des collègues ; bien aussi les textes ;
- au niveau de la Commission ATS, on essaye d'associer de plus en plus de personnes à la gestion des actions comme gérer facebook, envoyer des mails, écrire les compte-rendu...
- une mobilisation se profile en maisons de retraite, dans une boîte privée, 380 établissements, 22.000 salariés... le problème est de créer la mobilisation avec à chaque fois entre 30 et 70 personnels par site, difficile de tracter. On est au niveau national contre la loi travail, mais aussi avec des choses en local. Un tract a été rédigé par trois syndicats FO/CGT/SUD qui pose de se mobiliser jusqu'au 14 juin et au-delà.
- Nous sommes deux collègues de Rouen venus à la manif devant le ministère ce matin. Il existe un collectif sur Rouen depuis plusieurs années, le Collectif des salariés du social 76. Il bosse avec le DAL et RESF sur le mal-logement. Nous avons plusieurs actions percutantes à notre actif : lors de la fermeture d'un foyer on s'est mobilisé cela a permis de le maintenir ouvert pendant un an de plus et de trouver des solutions pour chaque résident-e ; sur la menace de fermeture des douches municipales, on est intervenu dans le conseil municipal et elles sont maintenues ; on a occupé la place de l'hôtel de ville avec des familles ce qui a permis d'obtenir le maintien de l'ouverture en journée d'un foyer d'urgence. Le FN a trois élus sur Rouen, ils veulent faire arrêter la subvention de l'association et ils n'y sont pas arrivés. Leurs arguments : "trop d'aides aux sans papiers" (ici la subvention est de 25.000 euros, une goutte d'eau dans le budget de Rouen). On a la création de commissions depuis Nuit debout, des blocages, des manifs et l'occupation d'une ancienne église rebaptisée la Commune Saint Nicaise. Un tract est en cours de rédaction qui met l'accent sur les points qui touchent notre secteur : la mise en concurrence des associations, les appels d'offre, les minimas sociaux qui sont attaqués...
- Un retour sur la deuxième manif', nous sommes engagé-e-s dans un combat pour voir la gratification des stages prises en compte ; là, on dépasse ce cadre ; on se regroupe avec d'autres secteurs et au sein de notre secteur ; cela permet de rencontrer toutes les luttes petites, locales ; l'expérience de lundi dernier a permis de faire le lien avec ceux-celles de Marseille ; ils sont prêts à remonter ; C'est important de se rencontrer et de voir toutes les batailles qu'on vit tous la même chose ; il faut permettre la rencontre de toutes les régions ;
- La lutte est engagée depuis dix ans dans la psychiatrie ; dans la dernière loi sur la prévention de la délinquance, il y a trois articles qui portaient sur la santé mentale et qu'on a fait enlever ; Sarkozy lors d'une visite à Antony, a demandé surtout qu'on protège la société des fous mais pas les fous de la société... Il a imaginé des bracelets électroniques, des murs plus haut autour des fous... pleins de lois sont passées : l'hospitalisation contrainte peut devenir ambulatoire c'est-à-dire que des flics peuvent venir chez les gens faire une injection de force ; les GHT créent une fusion des secteurs de la psychiatrie ; la psychiatrie de proximité et l'indépendance des soins c'est fini ! La fusion avec les CHU entraînent celle des budgets et l'augmentation de la taille des secteurs qui passent de 70.000 habitants à 240.000 avec les mêmes effectifs ; 40.000 lits ont été supprimés. Nous sommes pour une psychiatrie humaniste issue d'une longue tradition (les libertaires et anarchistes Espagnols, Tosquelles, la thérapie institutionnelle, l'anti-psychiatrie, la psychiatrie hors les murs... ) : il s'agit d'accueillir la folie qui est parmi nous et non de croire qu'on pourrait la mettre dans un endroit clôt car elle est en nous et de nous tout aussi bien. Merci d'être venu ce matin. Le 9 avril, ce sont les débuts de la commission Psy soin santé. On fait des AG c'est-à-dire des débats ouverts. On a décidé dans une AG d'une présence quotidienne sur

la place. On fait une AG d'organisation de temps en temps. Nous sommes avec le médico-social, c'est important de pas cliver. Je suis une ancienne éduc devenue psy. Les patients aussi traversent les lieux. La loi GHT touche aussi le médico-social car il y sera intégré. L'idée est que les psy interviennent sur les crises ensuite ce seront des personnels des structures médico-sociales ou des médecins de ville qui géreront. Le fondement de cette approche est du côté des neuro-sciences et du comportementalisme soit du dressage par des gens soit par des médicaments.

- Les EGATS vont faire un communiqué à la presse pour ce qui s'est passé le 23 mai devant la DGCS et annoncé les 14 et 21 juin. (lecture du communiqué)
- Il y a une dynamique de convergence entre syndiqué-e-s ou non, entre organisations, entre zones géographiques, entre les secteurs psychiatrie, éducation nationale... on s'occupe des mêmes personnes ; nous-mêmes circulons ; les cortèges communs, les slogans communs c'est aussi important, car ça montre ces multiples liens ; et en plus, chez nous il y a de l'ambiance ! Nous invitons toutes les personnes qui hésitent à défiler avec les syndicats à se joindre à nos cortèges auto-organisés autour des grévistes et nuit-deboutistes.
- on est déjà dans des formes de contrôle des populations ; j'ai envie de revenir à l'émancipation mais comment y arriver ?
- dans les derniers cortèges, cela avait de la gueule ; on est passé sur TF1, BFMTV, même si ce n'est pas un but en soi... on est surtout passé devant les "casseurs" en terme d'image, c'est essentiel de revenir à la loi travail ; on est organisé face au gaz lacrymo ; on n'a plus peur ; on va jusqu'au bout de la manif ; de voir venir d'autres personnes avec nous, ça donne la patate ; l'émancipation, on ne peut l'amener que collectivement ; là, on est face à une loi déguelasse ;
- une info des travailleurs sociaux de l'Oise : la commission départementale de l'enfance et de la famille de Beauvais est contre les baisses de budget qui entraînent des dégradations des conditions de travail avec des effets sur les personnes accueillies comme les jeunes mineurs isolés ; une nuit debout va se faire à Beauvais ;
- la manif malgré la lacrymo, c'est bien ; on n'est que dans des petites structures, malgré ça on arrive à faire quelque chose ; la loi travail n'est que le début de quelque chose de pire qui va nous arriver dessus ; il faut de plus en plus ficher les jeunes ; on n'est centré que sur le prix de journée et non sur les jeunes ; il faut aller sur les manif se servir de toutes les dates ;
- bravo pour la comm' : l'info tourne même avec des gens pas syndiqués ; dans le secteur du médico-social, il y a de la souffrance au travail ; dans une structure on vient de vivre 10 jours de grève avec 80% de grévistes ; on a obtenu une expertise de cette souffrance qui va commencer bientôt ; dans les maisons de retraite, les gens sont isolés ; il faut mettre en mouvement le secteur ;
- je suis éducatrice en psychiatrie ; il faut minuter les interventions pour qu'on puisse tous passer ; dans le débrayage à Montrouge les formateurs les référents ont une responsabilité, il faut permettre aux étudiant--e-s d'y aller, d'aller aux manif' ;
- on a fait un tractage sur l'Irfase ; on a été très bien accueillies ; souci, les étudiant-e-s sont très réticents par rapport aux absences ; ce serait bien d'y aller faire une intervention ;
- à Rouen à l'IDS, c'est difficile de faire la mobilisation ; il y a des menaces de la direction qui organisent des réunions pour faire peur aux étudiants ; autre chose, il faut parler des logiciels qui servent à faire du contrôle comme Gasper qui permet de rentrer le nom mais aussi le travail de la personne ; pour le 14, il y aura cinq cars qui viendront de Rouen ;

# Perspectives

La loi nous concerne comme travailleur-euse-s et par rapport aux publics qu'on accompagne. On peut faire un double constat : 1) on a un secteur super éclaté avec des petites structures ; il est difficile de voir l'ensemble ; 2) on est confronté à une politique d'austérité et on est dans un moment social singulier. On lutte depuis trois mois et depuis 10 jours on observe une accélération. Les secteurs des transports, des raffineries, et de l'énergie ont rejoint la lutte. On pense qu'il y a des possibilités de gagner contre cette loi travail mais aussi au-delà sur nos métiers. Il faut se doter de revendications communes. Nous en proposons 4 :

- le retrait immédiat de la loi travail
- le retrait du projet de refonte des diplômes et des métiers
- l'augmentation des salaires et des points d'indice
- le recrutement massif dans le secteur

Les cortèges de tête ont vocation à être visibles et à nous rendre visible, certes mais pas que : quand un cortège est motivé la police ne coupe pas le cortège. Il faut cependant continuer à faire grossir notre mobilisation en organisant des AG de grévistes et de bloqueurs car c'est ça qui est le plus efficace comme cadre de mobilisation et est le plus légitime. Il faut donc continuer à s'adresser aux collègues, à diffuser des tracs. Chacun-e doit prendre ses responsabilités pour engager d'autres personnes dans la lutte.

Nous avons rencontré les collègues de Marseille de Rouen de Nantes, d'autres sont en contacts avec Toulouse, Lille... Il faudrait permettre à toutes ces personnes de se réunir pour des perspectives communes. Les marseillais sont prêts à revenir pour le 21 juin. Nous on est ok pour que tout le monde s'organise et vienne à une réunion les 11 et 12 juin sur Paris. ON pense que c'est un pari de la faire. On a l'expérience des coordinations. C'est lourd et compliqué en terme d'organisation. Mais c'est essentiel pour la suite. La prochaine grosse échéance c'est le 14 juin. On fera des choses d'ici là : les jeudi 2 et 9, et le 10 pour l'ouverture de l'Euro.

On a eu des débuts de réflexion au cours des réunions de la Commission ATS ; on s'est dit qu'on pourrait faire un manifeste c'est-à-dire se poser pour réfléchir, à partir de ce qui a été déjà écrit par Avenir'Educ ou les EGATS. Il s'agirait de faire des propositions à la hauteur de nos espérances. Faire un manifeste qui puisse ouvrir et servir à des convergences et de point de contact entre les différents acteurs du champ en France. Et pourquoi pas qui ouvre aussi vers l'Europe...

## Prise de parole

- Pour nous à Avenir'Educ, la CPC du 21 juin est très importante car ils ont un coup d'avance ; ils essaient de faire passer des petits bouts : la grille de certification par exemple... Une réunion importante aura lieu les 5 et 6 septembre qui aura un impact sur la financiarisation du secteur, le Forum Convergence. Faire une action sur ce point est central. Sur le manifeste, on a rassemblé pas mal de contribution de terrain. On travaille aussi avec des chercheurs. On va faire un bouquin de ces témoignages. C'est un énorme travail. Il sortira à la fin de l'année.
- le travail sur le manifeste n'est pas essentiel ; le but c'est l'action pour faire tomber le gouvernement ; de nombreux combats vont arriver ; il manque de gens pour y arriver ; il faut retourner sur nos terrains et mobiliser ;
- le travail d'Avenir'Educ, c'est vraiment bien ; en même temps, le manifeste c'est autre chose d'ailleurs ça peut s'appeler autrement ; il s'agit juste d'amalgame tout ce que l'on sait grâce aux contacts pris dans la lutte sur ce que vivent tous nos collègues et

- de l'organiser pour voir les lignes de force des choses contre lesquelles on doit lutter ; c'est un outil pour la lutte ;
- C'est sûr des gens restent à regarder mais n'y vont pas ; il faut pousser les centrales à rester mobilisées ; il faut tenir dans la durée ; je pensais au public, les jeunes de la rue se sentent concernés ;
  - on a du mal à se mobiliser ; on a du mal à faire vivre ce qu'on est ; on fait quoi avant le 14 ?
  - Un appel a été lancé pour jeudi à 14h à Montparnasse
  - il y a un mois les collègues bougeaient pas ; mais j'observe un changement d'attitude ;
  - C'est très forte la mobilisation ; ça dure depuis trois mois ; c'est énorme ; beaucoup de manif ont été interdites en province ; on peut passer les infos aux collègues c'est déjà bien ; il y a une caisse commune ; être gréviste a de l'impact, il faut donc se déclarer gréviste ;
  - secteur social, médico-social, psy, santé, il faut réfléchir sur un cortège commun et montrer que c'est la même logique ;
  - est-ce qu'on fait de la forme ou du fond ? la priorité, c'est d'être dans la rue ; c'est la première fois qu'on a un cortège commun ; il faut créer une coordination nationale pour y arriver ;
  - il faut faire des réunions pour se coordonner pour discuter pourquoi on est en lutte ; la ville de Paris se prononce contre les blocages ;
  - les 4 points c'est OK, il faut une coordo nationale mais je ne suis pas sûr de pouvoir m'investir ; on a du mal à sortir des trucs de base, cortèges... là, je sens que quelque chose se passe ; il faut aussi embrayer sur du travail de fond, en parallèle ;
  - 4 points ok, on est d'accord sur l'importance de la grève et l'action commune ; la coordination nationale peut avoir un impact fort ;
  - un syndicat a porté plainte, il faut pouvoir se retrouver là-dessus ;
  - comment faire exister la parole des personnes dont on s'occupe ? "on ne gère pas l'autre on l'accompagne" cette formule d'Avenir'Educ me plaît bien ;
  - pour voir comment le métier est attaqué depuis 14 ans, il faut aller sur le site d'Avenir'Educ, il y a des choses en ligne.

Nous procédons à la lecture de l'appel de cette AG qui a été rédigé pendant les débats à partir de la matière disponible. Quelques modifications sont réalisées et l'AG valide l'appel.